

LES REPUBLIQUES POST-SOVIETIQUES

Entre cloisonnement et intégration



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES SOLDATS DE LA PAIX (AISP)

STAGE DU 27 MAI AU 28 JUIN

Introduction

La dislocation et l'implosion de l'URSS en 1991 signent la fin de la Guerre Froide et laissent place à quinze Etats indépendants et souverains. La disparition de l'URSS a ainsi inauguré une phase de profonde transformation de l'organisation de l'espace, une transition territoriale marquée par des formes de tension, de contradiction et d'ajustement. Si pour certains cet effondrement fut un symbole de renaissance et de victoire, pour d'autres se fut un cataclysme. On peut à cet effet citer Vladimir Poutine qui a considéré la chute de l'URSS comme « *la plus grande catastrophe géopolitique du XXème siècle.* » L'effondrement du bloc de l'Est a provoqué une redéfinition des équilibres géopolitiques marquée notamment par l'influence croissante du pôle euro-atlantique, à l'ouest, et du pôle asiatique, à l'est. La généralisation du système économique capitaliste à partir de la fin du XXème siècle a entraîné une restructuration et une relocalisation des activités économiques et des échanges commerciaux. Enfin, le modèle de production capitaliste engendre une multiplication des acteurs, ce qui modifie fortement les dynamiques sociales et les mécanismes de la production d'espace.

Les Etats issus de l'implosion de l'URSS dans les années 90 sont les Etats Baltes, les Etats du Sud-Ouest, la Fédération de Russie, les Etats du Caucase et enfin les Etats d'Asie Centrale. La situation politique et économique dans ces différents pays est particulièrement complexe et change de façon très rapide. Les pays Baltes ; Estonie, Lettonie et Lituanie connaissent des trajectoires relativement proches. Les trois États, qui constituaient des républiques fédérées de l'URSS, ont retrouvé leur indépendance à la chute de l'URSS en 1991. Aux portes de l'Union Européenne, ils ont à gérer une situation économique difficile mais leur petite taille leur permet de bénéficier de plans d'ajustement structurels et d'investissements qui produisent des effets économiques rapidement perçus par des parties significatives de la population. La Lettonie, la Lituanie et l'Estonie rejoignent en 2003 l'Union européenne et en 2004 l'Organisation du Traité d'Atlantique du Nord (l'OTAN). Les trois États ont ainsi conforté

leur stabilité en adhérant à ces deux organisations euro-atlantistes. Cette intégration européenne ne met cependant pas fin aux tensions avec leur grand voisin russe. En effet, ils semblent de plus en plus proches de l'Europe occidentale, mais cela n'exclut pas quelques difficultés dans la définition des relations avec la Fédération de Russie. L'Ukraine et la Géorgie souhaiteraient les suivre en dépit des réticences de Moscou et des Européens eux-mêmes. Mais, pour tous ces États, la question des rapports à la Russie demeure un enjeu majeur, ce qui justifie pleinement qu'on les réunisse dans un même espace, malgré les transformations réalisées et les divergences de stratégies choisies. Pour les États du Sud-Ouest ; Ukraine, Moldavie et Biélorussie, la situation apparaît comme beaucoup plus complexe. Ils sont en cours de redéfinition géopolitique, avec le rôle de pont entre l'Europe occidentale et la Russie. La Biélorussie apparaît comme atypique dans ses relations avec Moscou, des relations qui sont de plus en plus étroites, tandis que ces deux voisins, l'Ukraine et la Moldavie, cherchent à renforcer leur autonomie de décision. Une grande partie de la population Ukrainienne se considère néanmoins comme proche de la Russie. La Moldavie est confrontée pour sa part à un gros problème d'identité nationale eu égard à sa situation particulière proche de la « Grande Roumanie », un projet qui a été tout de même largement mis en sommeil à Bucarest comme à Chisinau.

Les États du Caucase et de l'Asie centrale se placent sous le signe de l'incertitude avec des voisins encombrants comme la Chine, la Turquie ou l'Iran qui entendent bien dans cette zone, tout comme les Etats-Unis et la Chine, jouer un rôle majeur de puissances régionales. A cet égard, la fédération de Russie, héritière de l'URSS à différents points de vue est sur une position défensive et cherche à maintenir ses positions, à la fois pour des raisons de puissance politique mondiale retrouvée mais également et de plus en plus pour des raisons économiques. Les Etats du Caucase ; Azerbaïdjan, Géorgie et Arménie, se retrouvent dans des logiques tout à fait différentes. Le long conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui avait commencé avant l'implosion de l'URSS, n'est toujours pas réglé. Entre le 2 et 5 avril 2016 a lieu la guerre arméno-azerbaïdjanaise, qui se solde par la signature d'un accord de cessez-le-feu sous la médiation de la Russie. Les deux pays sont amenés à trouver des protecteurs extérieurs, plus ou moins fiables. La Turquie n'apporte qu'un soutien limité à l'Azerbaïdjan, tandis que la diaspora arménienne semble plus attachée à la défense de sa patrie d'origine. Au niveau économique, comme pour la Géorgie, les trois états de l'ex-Transcaucasie souffrent énormément de la coupure de liens privilégiés avec la

Russie... Relativement enclavés, ils sont, à l'exception de l'Azerbaïdjan qui peut espérer tirer profit de la rente pétrolière, dans des situations économiques difficiles. L'Asie Centrale avec le Turkménistan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Tadjikistan apparaît comme un monde très contrasté. Les particularités nationales de chaque territoire sont évidentes, mais il existe tout de même des problématiques communes. La pression islamiste, la tentation d'utiliser la rente pétrolière ou l'extraction de matières premières comme source unique de revenu, les difficultés frontalières sont des points communs à ces cinq ex-républiques soviétiques qui ont conservé plus ou moins leurs anciens apparatchiks, c'est-à-dire des membres influents du parti communiste, reconvertis du communisme au nationalisme mais tout aussi autoritaires et parfois corrompus. Les clans régionaux et les attaches tribales jouent un rôle fondamental dans les différents états de l'Asie centrale. En fait, dans chaque cas, la pression américaine, la tentation de pénétration chinoise et la volonté Russe de se maintenir ont un impact plus ou moins important sur les Etats. Par exemple l'influence américaine est très importante en Ouzbékistan et quasi inexistante au Turkménistan, avec son président à vie dans la tradition du despotisme oriental. La Fédération de Russie doit quant à elle à la fois gérer l'immensité et les difficultés climatiques propres à son territoire, mais aussi les questions nationales (avec notamment le cas de la Tchétchénie), les tentations régionalistes, et les difficultés économiques. La fermeté de Vladimir Poutine, l'utilisation de méthodes de direction qui rappellent l'URSS, ainsi qu'un contrôle strict des médias audiovisuels permettent une stabilisation sensible du pays.

Pour autant, tous les problèmes ne sont pas résolus et la Russie doit à nouveau s'affirmer comme puissance. A la fois régionale, Européenne et Asiatique, alors qu'elle est confrontée sur ces marches caucasiennes, asiatiques et centre-européennes, à une offensive économique américaine qui se traduit aussi par une influence militaire.

Ainsi vingt ans après l'éclatement de l'URSS, l'espace postsoviétique semble loin d'être stabilisé. Si les quinze États (y compris les États baltes) nés en 1991 ont peu à peu trouvé leur place dans la communauté internationale, le processus de transition demeure fragile et contrasté. Après deux décennies d'indépendance, rien n'indique que cette période de transformations soit achevée. Des événements récents sont révélateurs des difficultés de reconnaissance et d'affirmation des souverainetés, face

à une Russie dont l'influence est contrebalancée par l'effet d'attraction croissante de l'Europe, des Etats-Unis, et de la montée en puissance de la Chine. On peut par exemple évoquer la Guerre entre la Géorgie et la Russie du 8 au 12 août 2008, mais aussi les crises politiques en Moldavie, en Ukraine et en Kirghizie.

TABLE DES MATIERES

Introduction

I- UN ESPACE POST-SOVIETIQUE TIRAILLE ENTRE D'UN COTE LA RUSSIE ET L'UNION EUROPEENNE DE L'AUTRE

- 1.1. L'exemple flagrant de l'Ukraine
- 1.2. L'évolution des relations de la Russie avec l'Occident après la chute de l'Union soviétique
- 1.3. Une rhétorique russophobe de la part des républiques post-soviétiques ?

II- L'ASIE CENTRALE

- 2.1. Petite histoire des cinq Etats d'Asie Centrale
- 2.2. L'Asie centrale : le nouveau « terrain de jeu » des grandes puissances ? l'exemple du Kirghistan

III- LES ETATS DU CAUCASE

- 3.1. Les constantes géopolitiques
- 3.2. L'enclavement de la région : contraintes et dynamiques
- 3.3. Le rapport des territoires aux identités : les zones de conflit
- 3.4. Le rapport des territoires aux ressources : les stratégies d'influence

IV- LES CHANGEMENTS INTERNATIONAUX DANS LA REGION DU CAUCASE

- 4.1. La guerre russo-géorgienne des cinq jours (8-12 août 2008)
- 4.2. La guerre arméno-azerbaïdjanaise des quatre jours (2 au 5 avril 2016)
- 4.3. Les transitions politiques
- 4.4. L'insertion dans la mondialisation : Un rapprochement progressif avec l'ère euro-atlantiste

Conclusion

Sources

I- Un espace post-soviétique tiraillé entre la Russie et l'Union Européenne

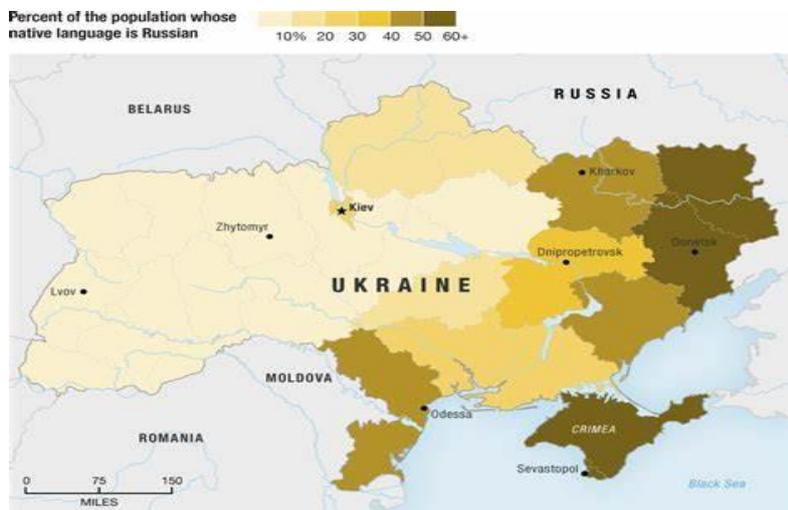
L'éventail des directions prises par ces anciennes républiques soviétiques est très vaste. Il y a des positions extrêmes, c'est le cas des trois anciennes républiques baltes qui sont déjà entrées dans l'Union Européenne ainsi que dans l'OTAN. D'autres états indépendants souhaitent à leur tour entrer dans l'UE et en ont officiellement fait la demande comme l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie. Il y a des pays comme l'Azerbaïdjan qui ont réussi à avoir une politique pro-occidentale tout en ayant stratégiquement évité de se fâcher avec la Russie et gardent de bonnes relations avec elle.

De son côté, la Géorgie a manifestement sous-évalué l'importance de sa relation avec la Russie comme on a pu le constater en août 2008 avec la guerre russo-géorgienne qui se solde par une victoire russe décisive.

Aujourd'hui, la Russie n'a pas de stratégie réelle et cohérente dans ses relations avec cet ensemble de pays. Et réciproquement. On peut dire qu'il y a des relations apaisées avec certains et tendues avec d'autres. Il y a toujours des dépendances et des interdépendances d'un pays à l'autre. Une partie des relations entre ces pays est dictée, non pas par des présupposés idéologiques ou historiques, mais par des dispositifs géographiques. Parce que certains pays de cette zone sont enclavés - c'est le cas de l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, des cinq états d'Asie centrale - il y a des dépendances spécifiques que la Russie, à l'époque des tsars puis soviétique, a utilisées et organisées. Les pays d'Asie centrale ont leurs principales voies de communication qui passent par la Russie. Mais de son côté la Russie est dépendante de l'Ukraine, de la Biélorussie et de certains pays baltes pour ses exportations de pétrole, de gaz ou d'autres matières. Ce sont des interdépendances qui ne sont pas liées au système soviétique.

Toutefois, pendant la période soviétique, de nombreux complexes industriels ont été construits et des secteurs entiers ont été développés. Aujourd'hui, chaque état essaie de maintenir certaines de ces structures et dans certains cas il est peu envisageable de le faire indépendamment de la Russie, tout simplement parce que celle-ci est le principal client ou le principal fournisseur.

1.1. L'exemple de l'Ukraine : un pays vulnérable en raison de son emplacement géographique



Les Ukrainiens essaient de jouer la carte européenne et la carte russe à la fois et leur stratégie n'est donc pas très cohérente. Ce pays incarne toutes les dimensions de la frontière : au niveau national, avec une inadéquation entre sa frontière politique et sa frontière linguistique. Mais c'est surtout à l'international que la vulnérabilité de l'Ukraine s'exprime le plus, située entre l'UE et l'union eurasiatique, qui délimitent des zones d'influence. L'Ukraine est à la fois un territoire important pour la Russie, ainsi que pour l'Union Européenne. Tout d'abord, c'est un territoire primordial pour la Russie. En effet, ce pays contient 17% de minorité russe en 2001, part qui est cependant actuellement en déclin. Cette minorité est concentré à l'est du pays, autour La Crimée et de la région de Donetsk et Louhansk. Or depuis l'implosion de L'URSS en 1991, la Russie a tendance à vouloir protéger et défendre les minorités russes de la zone. Cela permet d'expliquer pourquoi des flottes russes stationnent en permanence dans un port ukrainien Sébastopol. La Russie a de plus des intérêts

économiques : cette zone du pays située à l'est concentre d'importantes ressources minières et charbonnières. L'Ukraine fait partie de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) qui regroupe la Russie et onze anciennes républiques soviétiques. Ainsi cette volonté de la Russie de protéger les minorités russes de l'espace post-soviétique s'exprime par la création de nombreuses organisations de coopération, dont la CEI, mais également l'Union Economique Eurasiatique et l'Union Douanière entre la Biélorussie et le Kazakhstan.

Cependant, l'Ukraine est également territoire essentiel pour l'Europe puisque c'est un des Etats de l'Est les plus peuplés et avec le plus de frontières communes. En 2013 le président ukrainien souhaite mettre en place un accord avec l'UE, succédant à plusieurs autres accords. Mais le report de la signature de cet accord engendre une crise majeure en 2014, avec une fracture interne, entre le Kiev et la Crimée. La Crimée est d'ailleurs intégrée à la Fédération de Russie, mais la communauté internationale refuse de reconnaître ses nouvelles frontières.

En juin 2014 un accord d'association est finalement mis en place entre l'Ukraine et l'UE. Pour certains, le choix de l'Ukraine entre l'Europe ou la Russie est suicidaire.

L'Ukraine est aussi extrêmement importante sur la scène énergétique, autant pour la Russie que pour l'Europe. Les Ukrainiens dépendent de la Russie pour leur gaz et leur pétrole et les Russes dépendent des Ukrainiens pour exporter leur gaz. C'est donc une situation d'équilibre instable. La plupart du gaz et du pétrole russe en provenance de la Russie et à destination du marché européen transite par l'Ukraine. La Russie constitue une super-puissance énergétique, avec 18% des réserves mondiales de gaz et 6% des réserves mondiales de pétroles (elle se situe au 3^{ème} au rang mondial). Les hydrocarbures sont essentiels pour son économie puisque 36% du revenu fédéral russe dépend d'eux. Enfin, 60% des ressources énergétiques russes sont destinés au marché européen. Il y a donc une forte interdépendance entre la Russie et l'Europe concernant les hydrocarbures. Sur cette scène énergétique, l'Ukraine joue un rôle fondamental. En effet, c'est un état transit (ou pivot). Environ 80% du gaz en provenance de la Russie et à destination de L'UE passe par l'Ukraine. La Russie est d'ailleurs le premier partenaire énergétique de l'UE tant en ce qui concerne le gaz que le pétrole : 40% des importations de gaz et 30% des importations de pétrole de l'UE proviennent de la Russie. En 2005, une

crise majeure éclate entre la Russie et l'Ukraine, qui a pour conséquence de fortement ébranler et déstabiliser l'approvisionnement en hydrocarbures des pays d'Europe. Ainsi l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, et la France sont confrontés à une diminution des importations en raison de cette guerre. En 2000 le Livre Vert de la Commission Européenne déclare : « *La Russie a toujours rempli ses obligations de fournitures de gaz, fait preuve d'une stabilité exemplaire, et joue un rôle incontournable* ». Six ans plus tard, cette même commission déclare après la crise de 2005 : « *Certes la Russie est un partenaire essentiel, mais dont il est question d'améliorer la prévisibilité des approvisionnements, à l'égard de laquelle il convient pour l'UE de poursuivre la politique de diversification* ». Ainsi la Commission suggère à l'Europe de diversifier ses sources d'approvisionnement en hydrocarbures. L'UE va ainsi garder la Russie comme premier partenaire énergétique, mais va contourner l'Ukraine notamment par voie maritime. En septembre 2011 est inauguré une nouvelle route d'acheminement du gaz russe vers l'Europe, à travers la mer baltique : le Nord Stream. L'Ukraine est aussi contourné via la mer noire avec en juin 2007 le projet d'un gazoduc : le South Stream. Enfin, le Turk Stream est en projet : il relie la Russie à travers la mer noire à la Turquie, devant à terme acheminer les marchés d'Europe orientale. Désormais, seulement 36% du gaz russe transite par l'Ukraine.

1.2. Le durcissement des relations de la Russie avec l'Occident après la chute de l'Union soviétique

A la fin des années 80, l'Union Soviétique ne parvient que difficilement à garder le contrôle de ses alliés. En Europe de l'est, la contestation se renforce et sous la pression, Gorbatchev est contraint d'accepter la désatellisation. Ainsi, les régimes communistes sont renversés soit de façon pacifique comme en Tchécoslovaquie, soit de manière violente comme en Roumanie. En novembre 1989, la chute du mur de Berlin intervient entraînant la fin du bloc de l'Est en Europe.

Les transformations politiques engagées en Europe centrale finissent par toucher l'Union Soviétique elle-même. Dès 1990, les Etats baltes font sécession puis par la voie de Boris Eltsine, la République de Russie proclame son indépendance. En août 1991, la Russie connaît une tentative manquée de coup d'Etat, mené par les « communistes conservateurs » qui cherchent à stopper les réformes en cours, et

échouent. La conséquence en est la disparition de l'Union Soviétique quelques mois plus tard. Sa disparition et la naissance consécutive de la Fédération de la Russie ne mettent pas à terme le débat identitaire et politique russe, qui fut lancé par la Grande Bretagne lors de la « maison commune européenne ». C'est même le contraire qui se passe : les dirigeants russes et la société civile russe s'interrogent sur le destin de leur pays. Plusieurs questions se posent : La Russie doit-elle se rallier aux valeurs du monde occidental et se réconcilier avec son héritage européen en vue que s'installe un ordre euro atlantique ? Ou au contraire, la Russie doit-elle revendiquer sa position asiatique ? Doit-elle essayer de renouer avec son passé récent et redevenir une puissance mondiale expansionniste ?

La Russie va passer de l'enthousiasme vis-à-vis de l'Europe occidentale, à la plus grande méfiance.

1) La volonté de rapprochement

Dans les premières années de la Russie postsocialiste, la politique européenne de la Russie se construit sous l'influence de plusieurs facteurs : La fin de toute prétention au prosélytisme idéologique, la diminution importante des moyens mis au services de la politique étrangère, la volonté affichée d'établir des rapports de coopération avec des structures occidentales euro atlantique.

Boris Viel Sin arrive au pouvoir en Russie en 1990 et dès sa prise de fonction, il multiplie les signaux indiquant une volonté de rapprochement avec l'Europe occidentale et les principaux pays occidentaux. Cet axe occidental est une priorité dans la politique étrangère des premières années de la Russie post soviétique. Moscou se montre enthousiaste vis-à-vis de l'intégration européenne, et affirme alors la vocation européenne de la Russie désormais prête à partager les valeurs de son ancienne adversaire dont elle veut faire un partenaire voire même un allié. L'un des principaux acteurs est le diplomate A.V Kozyrev. C'est un ancien Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie dans le gouvernement de Boris Eltsine. Il a occupé ce poste de 1990 à 1996. Sous sa direction, la politique étrangère russe est directement orientée en direction de l'Occident : ceci au détriment des relations avec les anciennes républiques soviétiques, des pays asiatiques ou encore du Tiers-Monde. Les diplomates et les acteurs de la diplomatie russe sont pénétrés de cultures européennes et s'inspirent des pratiques

occidentales que ce soit aux plan politique et économique. Les échanges se font intenses dans les premières années de la période post-soviétique avec les américains et les européens qui se pressent et encouragent les réformes. Pour eux, encourager ces réformes doit permettre de répondre à la volonté des russes de ce que européens et américains considèrent être la normalisation de la Russie. Mais dans l'esprit des dirigeants russes, il n'y a pas de lien entre les emprunts techniques et politiques, et la redéfinition de la politique extérieure.

Autrement dit, du côté russe, il y a un évident désir de réforme, et également une volonté véritable de nouer des relations privilégiées avec l'Occident. Mais pour autant, cela ne signifie pas que le pouvoir russe souhaite abandonner sa volonté d'exercer un rôle majeur dans ce qu'il considère être sa zone d'influence. Pour répondre à cet objectif, est créé en 1991 la Communauté des Etats Indépendants (CEI). Ces premières années offrent alors au gouvernement russe plusieurs acquis parmi lesquels la signature en 1994 de l'accord de partenariat et de coopération avec l'Union européenne et la signature et l'élaboration du programme du partenariat pour la paix ; et en 1996 l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe. On a donc plusieurs acquis, mais malgré ceci, la direction russe en vient assez vite à déchanter.

2) Les déceptions russes

La déception des dirigeants russes vient de la politique occidentale à son endroit. Les européens de l'ouest, très heureux d'être débarrassés de l'Union soviétique, ne vont jamais véritablement par-delà les déclarations de soutien à la jeune démocratie russe. Les déclarations ne sont jamais véritablement confirmées par des dons, crédits ou investissements qui auraient permis à la Russie de se reconvertir dans des conditions optimales. Cette absence de confirmation amène les russes à une certaine réserve qui s'accroît en 1994 avec le début de la première guerre de Tchétchénie, qui met la Russie au banc de l'Europe – qui l'accuse de violation flagrante des droits de l'homme. Son intervention s'explique très largement par la crainte qu'une autonomie tchéchène entraîne par effet de domino la dislocation de la Fédération russe. Face à cette menace, Viel Sin décide d'envoyer l'armée, qui doit écraser très rapidement les dirigeants indépendantistes et prendre Grozny la capitale. Cependant, l'intervention se transforme en borbier militaire. Après un an et

de demi de conflit, survient en août 1996 un accord provisoire qui reconnaît de fait la défaite russe et l'autonomie de la République. Cette guerre a pour conséquence de déstabiliser durablement le Caucase, qui connaît un grand nombre de réfugiés et 50 000 morts tchéchènes. Les occidentaux et particulièrement les Etats-Unis conduisent à l'endroit de la Russie une politique qui va au-delà de la promotion de la démocratie. Ceux-ci développent alors une stratégie d'action qui vise les différents cercles de l'environnement stratégique de la Russie.

Ainsi, est proposée aux anciennes démocraties populaires l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. Pour les dirigeants européens et occidentaux, l'objectif est de transformer l'ancien glacis soviétique en un glacis antirusse. Du temps de la guerre froide, ce glacis devait permettre de protéger l'Union soviétique ; désormais, la vocation de ce glacis devait contenir la puissance russe. Parmi les anciens pays du bloc socialiste, la Pologne milite très activement contre la Russie. Un processus d'intégration va être engagé, qui prend toutefois quelques années. Il faut en effet attendre mai 2004 pour que l'Union européenne et l'OTAN accueillent 10 nouveaux membres dont 8 ex-pays socialistes de l'Europe centrale et orientale (Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Lituanie, Lettonie, Estonie).

Par ailleurs, une stratégie est déployée au CEI : sous couvert de promouvoir les pratiques démocratiques, les Etats-Unis cherchent à éloigner les anciennes périphéries de Moscou et à faire reculer l'influence russe. Dans ce but, les diplomates américains s'emploient à utiliser voire à instrumentaliser toutes les critiques émises localement à l'endroit du Kremlin. L'action occidentale s'exerce enfin en Russie même avec la mise en place de réseaux d'influence dans le monde politique et scientifique ou encore par le biais du financement de la recherche. Il est évident que ce soutien à la recherche permet de soutenir des chercheurs au moment où l'Etat russe a les plus grandes difficultés à le faire.

Mais cette aide a aussi une conséquence, à savoir une fuite des cerveaux à l'étranger et également les drainages des brevets au profit des occidentaux. La guerre en Yougoslavie est le fait que à ce moment-là, l'OTAN prend position contre les Serbes (slaves et orthodoxes, alliés de la Russie dans les Balkans). Dans cette crise en Bosnie Herzégovine, une solution est cherchée entre différents partenaires et un groupe de contacts est mis en place. Malgré la participation de la Russie à ce groupe de contacts, Moscou est marginalisé pendant l'élaboration des accords de

Dayton au cours de 1995. Finalement, un accord est signé à Paris en décembre 1995, qui vise à mettre fin à une guerre de trois ans et qui prévoit une partition de la Bosnie Herzégovine entre la Fédération de Bosnie, Herzégovine et la République serbe. Ces accords installent un système de gouvernement très complexe qui vise à conserver l'intégrité territoriale de la Bosnie et a laissé une part d'autonomie à la fois aux entités croato-musulmanes d'un côté et serbe-orthodoxe de l'autre. Tous ces évènements ne tardent pas à provoquer une vision négative de la Russie vis-à-vis de l'Europe.

3) Vers un rééquilibrage de la diplomatie russe

A cette époque, la Russie rencontre des graves difficultés économiques et sociales qui culminent lors de la crise de 1998. Cette crise était décrite comme encore plus dramatique que celle de 1929 aux Etats-Unis et dans une moindre mesure en Europe. La valeur de la production industrielle chute de plus de 60% et cette crise résulte de l'application brutale de nouvelles pratiques économiques marquées à la fois par de multiples privatisations et l'ouverture au marché mondial. A ce moment, ce sont des pans complets de l'industrie qui disparaissent, notamment dans les industries légères, et ce sont des villes et régions entières qui se précipitent dans la crise. Au-delà de l'industrie, l'agriculture s'effondre, faute d'investissements et d'aides étatiques. Ce sont pour résumer des années noires pour la population russe qui va la traumatiser.

Ces difficultés et ce traumatisme durables portent le discrédit sur les réformes libérales et par voie de conséquence, le discrédit sur l'Occident qui est accusé d'avoir contribué volontairement à l'affaiblissement du pays. Les partis politiques les plus conservateurs instrumentent alors cette politique pour s'imposer auprès d'une population sensible au discours anti-occidentale, ce qui n'empêche pas cette population à continuer d'être friande de la consommation et production culturelle et voyages touristiques d'occident.

Kozyrev est remplacé par Primakov en 1996, ce qui témoigne de l'abandon de l'idéal occidental, avec une posture russe qui se fait de plus en plus critique à l'égard des pays occidentaux. La Russie cherche alors à réaffirmer ses intérêts sur la scène internationale, sans aller jusqu'à la confrontation directe.

Primakov est donc promu à la tête du gouvernement russe en 1998, ce qui traduit les évolutions diplomatiques depuis le milieu des années 1990. Il infléchit la ligne de son prédécesseur, et choisit de s'approprier les grandes thèses de l'eurasisme. C'est un courant de pensée qui se situe dans la continuité de la doctrine slavophile du 19^{ème} et des théories eurasistes du début du 20^{ème} siècle. Ainsi, cette pensée contemporaine définit l'espace russe comme un monde spécifique tant en terme géopolitique avec une Russie à cheval sur deux continents mais aussi culturel avec la Russie qui se veut un lieu de rencontre entre le christianisme et les slaves. L'eurasisme pose que les intérêts de la Russie sont différents des intérêts de l'Occident. L'un des principaux théoriciens est Alexandre Douguine, qui prône la construction d'un empire eurasiatique qui doit être fondé sur la hiérarchie des castes sociales et qui doit être fondé sur l'unanimité politique. C'est une pensée politique extrêmement radicale, qui malgré ceci se diffuse en Russie notamment parce qu'elle permet de justifier le mythe d'une grande puissance russe. A la suite de Douguine, Primakov estime qu'une « *puissance comme la Russie ne peut se contenter de marche sur sa seule jambe occidentale* » et doit par conséquent s'appuyer sur sa jambe asiatique. L'expression du « tournant eurasiste » de la diplomatie russe a été nuancée. Pour d'autres analystes, il s'agit d'adapter la diplomatie russe à la réalité géopolitique. La doctrine eurasiste justifie ainsi le tournant de la diplomatie non pas vers l'Europe mais l'Asie.

4) Le refus de l'élargissement de l'OTAN

Ce refus de l'influence russe est lié au processus de ralliement de la Russie à l'OTAN. Le pacte de Varsovie a été dissous en 1991, mais l'OTAN subsiste et bien plus que cela, il manifeste même la volonté d'accueillir de nouveaux membres en Europe centrale et orientale. De fait, cet élargissement a commencé dès Gorbatchev, lors de la réunification de l'Allemagne. Une fois réunie, cette dernière était devenue membre à part entière de l'OTAN.

En dépit de la fin de la Guerre froide, l'OTAN entend répondre aux demandes de sécurité qui proviennent des anciennes démocraties populaires. Le gouvernement russe s'y oppose fermement et obtient des concessions, qui prennent la forme en 1997 d'un acte à propos des relations de la coopération et de la sécurité mutuelle. Dans cet acte, l'OTAN reconnaît que la Russie n'est plus un adversaire et met en place des mécanismes de concertation avec Moscou. Cependant, ces nouveaux

mécanismes n'entament en rien la détermination de l'OTAN. Ainsi, en 1999, la Hongrie, la Pologne et la Tchéquie rejoignent l'OTAN. La Russie s'y est opposée, sans succès., à la suite de quoi, elle affiche son hostilité et mécontentement à toute entrée d'une ancienne république soviétique dans l'OTAN. Pourtant, en 2004, les républiques Baltes (Bulgarie, Roumaine, Slovaquie et la Slovénie) rejoignent l'OTAN. A Moscou, l'OTAN est alors perçue comme le fer de lance des ambitions américaines en Europe et alimente les discours d'hostilité à l'encontre des Etats-Unis. L'élargissement de l'OTAN illustre alors la perte d'influence et le refus d'intégration de la Russie dans l'espace européen.

A partir de 1994, les évènements en Yougoslavie avivent les tensions entre l'Occident et la Russie. La Yougoslavie, pour nombre d'analystes, a pu être présentée comme un front de choc des civilisations entre le monde occidental, l'espace orthodoxe et la communauté musulmane. Dans les faits pourtant, les choix de la diplomatie russe apparaissent complexes : on atteste les tensions autour de l'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999. Au Kosovo, entre 1997 et 1999, l'armée serbe réprime la population Albano-musulmane qui veut l'indépendance. L'Union européenne échoue à jouer un rôle moteur dans la gestion de la crise. Face à l'échec de l'Europe, les USA via l'OTAN prennent en main en 1999 le processus diplomatique et les opérations militaires. L'OTAN est une alliance défensive (non offensive), et pourtant elle déploie ses forces qui bombardent Belgrade pour contraindre l'armée serbe de se retirer du Kosovo.

En Russie, le déclenchement d'une opération militaire suscite d'importantes contestations. Dans les mois qui suivent, le gouvernement russe alterne négociations et menaces. En octobre, la Douma qualifie toute action militaire de l'OTAN d'atteinte à la sécurité nationale de la Russie. Le pays est alors en pleine campagne électorale, avec à court terme le scrutin parlementaire de décembre 1999 puis les élections présidentielles de mars 2000. Dans ce cadre, tous les partis politiques, désireux de s'attirer les électeurs, développent des critiques contre l'OTAN. Mais malgré cette attitude hostile du gouvernement russe à l'endroit de l'OTAN, la Russie ne va jamais jusqu'à la rupture. Ce que la Russie cherche surtout c'est faire reconnaître ses droits sur la scène internationale ; mais également renforcer le rôle des organisations internationales dont elle est membre (ONU) face à l'OTAN : l'enjeu est double, à la fois politique mais aussi institutionnel. Ainsi, on a une rhétorique néo

impérialiste qui renvoie davantage à des formes d'instrumentalisation de l'opinion russe qu'à une stratégie diplomatique russe qui serait pensée et assumée, qui voudrait aller jusqu'à la rupture. Autrement dit, le tournant de la politique étrangère russe apparaît davantage comme un tournant pragmatique plutôt que d'une forme de revanchisme sur l'Occident.

Ainsi, lors des premières années de la Russie, la volonté de s'écarter du modèle soviétique conduit les dirigeants russes à un rapprochement avec l'Europe occidentale et les Etats-Unis. Ce rapprochement, s'il doit permettre de reformer le pays, ne signifie pas que la Russie veuille se glisser dans le moule occidental que ce soit d'un point de vue culturel et politique. Au contraire, la Russie entend affirmer sa place sur la scène internationale en particulier dans ce qu'elle considère être sa zone d'influence. Or, les occidentaux entendent profiter de la situation de la Russie pour s'imposer à son détriment. Il en résulte plusieurs épisodes de tensions dans les années 1990 et un nouvel infléchissement de la politique extérieure de la Russie avec l'arrivée au pouvoir Vladimir Poutine en 2000.

1.3. Une rhétorique russophobe de la part des républiques post-soviétiques ?

Sergueï Volkov, docteur en histoire, explique dans un interview pourquoi les voisins et alliés de la Russie continuent à construire leurs idéologies nationales sur une rhétorique russophobe. Il déclare qu'en Asie centrale la Russie est depuis l'indépendance « le grand-frère » que l'on souhaiterait ne plus avoir.

Le 26 octobre dernier, Almazbek Atambaïev, alors président de la République du Kirghizstan et depuis remplacé par Sooronbaï Jeenbekov le 15 octobre 2017, a signé un décret remplaçant le Jour de la révolution d'Octobre par le Jour de l'histoire et du souvenir des ancêtres. Désormais, le 7 et le 8 novembre, la République kirghize célébrera la révolte du Turkestan de 1916. La Révolte Basmatchi est un soulèvement des peuples musulmans, notamment turcs, de l'Asie centrale contre la domination coloniale exercée par l'Empire russe, puis la Russie soviétique, entre 1916 et les années 1920. La révolte éclata en 1916, quand le pouvoir tsariste tenta de soumettre les musulmans au service militaire et à la mobilisation générale pour la Première

Guerre mondiale. Ainsi les possessions centrasiatiques de l'Empire russe s'opposent à la réquisition d'hommes pour les bataillons du travail.

Le décret parle d'ailleurs de « *l'aspiration du peuple à la liberté* » comme d'une force motrice de ces événements. Dans la République voisine du Kazakhstan, cette révolte est là aussi considérée comme un élément caractéristique du mouvement de libération nationale.

Un journaliste demande à Volkov les raisons pour lesquelles des Républiques souveraines formées après la chute de l'URSS conservent cette partie du récit soviétique de leur histoire officielle. Il répond :

« Tout simplement parce que tous ces jeunes États limitrophes fondent leur existence sur un rejet de la Russie. C'est la seule façon dont ils peuvent justifier leur existence et expliquer leurs origines. Ils ont donc évidemment besoin d'autant de faits et d'événements possibles pour incriminer l'ancienne métropole. Il est d'ailleurs étonnant que, du point de vue de la propagande russe officielle, les gouvernements de ces pays soient considérés comme « pro-russes » ».

En fait, la Fédération de Russie est le successeur, de façon aussi bien formelle qu'effective, non pas de l'Empire russe, mais de son antipode, l'URSS, durant laquelle toute lutte contre l'empire et le « tsarisme » – social ou national – était acclamée et encensée. Officiellement, cette opinion n'a jamais changé. Bien sûr, cela permet aussi à la Russie de se dédouaner lorsque ses voisins l'attaquent et de réagir avec calme face aux revendications envers la Russie historique : « *nous ne défendons pas l'empire, nous sommes vos frères soviétiques* ». C'est d'ailleurs pourquoi l'abandon de l'héritage impérial ou la répression de la langue et de la culture russe ne provoquent aucune protestation officielle.

II- L'Asie Centrale



L'Asie centrale, dont une partie était autrefois appelée Turkestan, est une sous-région du continent asiatique approximativement située à l'est de la mer Caspienne. Cette région du monde intègre certaines parties de la Fédération Russe, de l'Ouest et du Nord de la Chine continentale, et plusieurs autres pays asiatiques.

En Asie centrale, la partition de l'URSS a conduit à l'indépendance du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan.

2.1. Petite histoire des cinq Etats d'Asie Centrale

Les pays d'Asie centrale, héritiers des républiques socialistes soviétiques (RSS) fondées dans les années 1920 et 1930 dans le cadre de la politique soviétique des nationalités, sont des constructions politiques et territoriales récentes. Les RSS du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, dont le Tadjikistan fut séparé en 1929, furent créées en 1924 tandis que le Kazakhstan et le Kirghizstan ont accédé au statut de république fédérée en 1936. Dans des frontières redessinées, ces entités se substituaient aux républiques populaires soviétiques du Khorezm et de Boukhara, ainsi qu'aux républiques socialistes soviétiques autonomes (RSSA) du Turkestan et du Kazakhstan, qui avaient respectivement succédé au khanat de Khiva, à l'émirat de Boukhara, au gouvernement du Turkestan et au gouvernement des Steppes après 1917. Manifestation de l'ampleur des transformations du maillage, à l'issue de la réforme territoriale, Boukhara, Khiva et Kokand, où siégeaient les principaux États

pré-coloniaux, se trouvaient sur le territoire de l'Ouzbékistan dont la capitale fut d'abord implantée à Samarkand, avant d'être transférée à Tachkent en 1930.

Les limites entre les républiques ont quelquefois été déplacées par la suite – la frontière entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan a été modifiée en 1929, 1930, 1956, 1963 et en 1971 (Hamraev, 2005) –, mais la configuration générale de la carte politique contemporaine de l'Asie centrale est héritée de l'intense production territoriale ayant caractérisé les premières décennies du pouvoir soviétique. À ce titre, les pays d'Asie centrale sont nés en tant qu'États indépendants de la disparition du système politique et territorial qui les a engendrés (l'URSS).

Mais le partage de l'Asie centrale a plus souvent été analysé comme l'application arbitraire par le pouvoir soviétique du principe de "diviser pour régner" dans une périphérie soumise à l'activité de forces contre-révolutionnaires et séparatistes (Bennigsen, Allworth, Carrère d'Encausse, Balland, Roy). Permise par la fabrication discrétionnaire de catégories nationales sous l'égide du pouvoir impérial, tsariste puis soviétique, la création des territoires nationaux aurait concouru à la disparition de l'unité régionale turkestanais et accompagné la neutralisation des courants "panislamiques" et "panturquistes".

La création d'entités territoriales fondées sur une base nationale devait en effet faciliter l'administration de la région, en limitant les tensions inter-ethniques et en favorisant l'implantation du pouvoir soviétique.

Ces pays répondent à une logique contradictoire : Pour s'insérer dans l'espace mondialisé, ils favorisent l'ouverture de leurs frontières communes avec la Chine, l'Afghanistan et l'Iran, afin de soutenir les dynamiques de désenclavement. Mais inversement, ils instrumentalisent les nouvelles frontières pour renforcer leur stabilité et leur individualité dans le champ géopolitique régional, en conduisant une politique de fermeture et de cloisonnement de l'espace.

Depuis la disparition de l'URSS, les pays d'Asie centrale ont reconnu leur appartenance à une région commune et ont, dans ce cadre, signé des accords visant à préserver des organisations régionales héritées de la période soviétique et à renforcer les coopérations internationales. À l'exception du Turkménistan, ils participent par ailleurs à des structures supra-étatiques promouvant l'intégration régionale, telles l'Organisation de coopération centre-asiatique (OCCA), qui fut créée

en 2002 avant d'intégrer la Communauté économique eurasiatique (CEEAE), l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) ou l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

Toutefois, cette dynamique institutionnelle est contredite par le mouvement de fractionnement de l'espace régional, tant la politique d'activation des nouvelles frontières et la réorganisation du système de production et d'échanges stimulent les processus de disjonction socio-spatiale.

Tous ont leur histoire, leur culture, leur identité propre, même s'ils sont marqués par l'islam et par un héritage soviétique commun. Aujourd'hui, ces États sont confrontés à plusieurs défis : réussir la succession paisible de leurs dirigeants dans le cadre des régimes autoritaires en place, contenir l'islam radical dans la société, utiliser de façon optimale leurs ressources naturelles et désenclaver leurs territoires. Sur la scène internationale, ces cinq États sont soumis aux influences croisées de la Russie, de la Chine et des Occidentaux, influences qu'ils tentent de contenir.

2.2. L'Asie centrale : le nouveau « terrain de jeu » des grandes puissances ? L'exemple du Kirghistan

Nous allons nous appuyer sur un article publié en mai 2019 par Jérémie Gallon, professeur à Sciences Po Paris. Il enseigne les questions diplomatiques et est notamment l'auteur de « Journal d'un jeune diplomate dans l'Amérique de Trump » publié aux Editions Gallimard. Au début de cette année 2019 il s'est rendu plusieurs semaines au Kirghizstan. Il va tirer plusieurs conclusions de ce voyage.

Il déclare que la République Kirghize, située au cœur des Routes de la Soie, est selon lui « *le théâtre d'une lutte d'influence acharnée entre les grandes puissances.* »
« *Le Kirghizstan, qui, tout en ne reniant pas son passé et ses traditions, se métamorphose à une vitesse fulgurante.* »

S'appuyant sur la profondeur des liens historiques qui lient les deux pays - le russe demeure la langue des élites - Moscou a convaincu les autorités kirghizes de rejoindre l'Union économique eurasiatique en 2015. En parallèle, le Kremlin a étendu sa base militaire à Kant, à vingt kilomètres à peine de la capitale Bichkek.

Cependant, ces grandes initiatives peinent à masquer le fait que dans ce pays qui réunit plus de quatre-vingts ethnies, la proportion des Russes est passée de 22% de

la population au moment de l'indépendance en août 1991 à moins de 6% aujourd'hui.

Pour les Kirghizes d'origine russe, la nostalgie à l'égard de l'URSS est immense. « *C'était une période bénie* », déclare une habitante à Jérémie Gallon, « *Toutes les ethnies coexistaient paisiblement les unes à côté des autres et surtout, l'argent n'avait pas la place centrale qu'il occupe aujourd'hui dans notre société* ». Cette dernière est convaincue que ce sont les Chinois qui ont désormais pris le pouvoir au Kirghizstan.

Jérémie Gallon déplore l'absence de l'Union Européenne au Kirghistan : « *L'Union Européenne, est désespérément absente du Kirghizstan au moment où la Chine, la Russie et d'autres puissances avancent leurs pions.* »

En effet, alors que Pékin investissait à peine quelques dizaines de millions de dollars dans le pays à la fin des années 2000, ces montants ont changé d'ampleur à la suite du lancement par le Président Xi Jinping de l'initiative « Une Ceinture, Une Route » en 2013. Dans ces nouvelles « Routes de la Soie », qui doivent permettre à la Chine de tisser sa domination sur le monde, le Kirghizstan est appelé à jouer un rôle central. Ce sont donc plusieurs milliards de dollars d'investissements chinois qui ont irrigué l'économie kirghize au cours des dernières années, notamment via le financement de projets d'infrastructures. L'ampleur de ces investissements est telle que la dette nationale du Kirghizstan à l'égard de la Chine s'élève à 703 dollars par habitant dans un pays où le revenu annuel est inférieur à 1000 dollars. Dans ces conditions, il est difficile de ne pas imaginer que les investissements économiques de Pékin s'accompagnent d'avantages politiques, voire, pire, d'une perte potentielle de souveraineté du Kirghizstan à l'égard de la Chine.

À l'inverse, il est toujours selon l'auteur frappant d'observer le retrait de l'Occident. En 2014, les Etats-Unis ont été contraints de fermer la base aérienne qu'ils occupaient à Manas, une base qui leur avait pourtant été précieuse lors de leur intervention en Afghanistan. Certes, l'agence de développement USAID continue d'incarner la présence américaine, notamment par les projets d'éco-tourisme qu'elle soutient. C'est l'Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development ou USAID), chargée du développement économique et de l'assistance humanitaire dans le monde. L'agence travaille sous la supervision du président, du département d'État et du Conseil de sécurité nationale.

Mais les montants investis sont sans commune mesure avec ceux en provenance de Pékin.

Quant à l'Union Européenne, elle est désespérément absente. Si l'Asie Centrale fut au XIXème siècle le terrain du « Grand Jeu » que se livraient l'Empire britannique et l'Empire tsariste pour étendre leurs zones d'influence, Européens, ne pèseraient désormais plus rien, ni sur le plan économique, ni sur le plan politique. Dans cette région si importante sur le plan géopolitique, il est selon l'auteur « *terrible d'observer que l'Union Européenne semble dépourvue de toute stratégie diplomatique au moment même où la Chine, la Russie mais également d'autres puissances telles que la Turquie, l'Iran et l'Inde y avancent méthodiquement leurs pions. Pendant que ces Etats se préparent activement à la métamorphose de notre monde par de nouvelles alliances et le renforcement de leurs liens économiques, l'Europe se referme sur elle-même, s'enlise dans les négociations du Brexit, et perd toute son énergie dans des questions d'importance locale.* »

Il finit son discours par tirer un cri d'alarme : « *Si nous ne nous dotons pas d'une politique étrangère européenne digne de ce nom en Asie Centrale, nous courrons le risque de devenir négligeables dans le monde de demain et de ne plus être à même de défendre nos intérêts.* »

III- Les Etats du Caucase



Le Caucase est considéré comme un « espace périphérique », mais n'en est pas moins important au niveau de la redistribution de pouvoir qui se fait entre les puissances russe, turque, iranienne et européenne, dans ce carrefour pourtant par bien des aspects enclavés entre l'Europe et l'Asie. Il suscite un intérêt croissant de la part des puissances régionales. Les changements dans la région relèvent de l'évolution des relations internationales. Il y a aussi des tentatives de changement liées à des transitions politiques. La région du Caucase comprend trois pays : la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Elle rassemble environ 16 millions d'habitants (comparable à la population des Pays-Bas). L'Arménie est réputée pour avoir une diaspora importante au Moyen Orient et aux Etats-Unis. L'Azerbaïdjan est riche en hydrocarbures et la Géorgie dispose d'une ouverture sur la Mer Noire. L'histoire de cette zone périphérique est faite depuis l'Antiquité d'invasions. Elle a toujours été confrontée aux rivalités impériales : grecques, romaines, ottomanes... Au XIX^{ème} siècle, la Russie cherche à la contrôler pour avoir accès aux mers. De nos jours c'est une zone d'influences russe, américaine, turque, iranienne, européenne et chinoise. Mais ces faits ne doivent pas occulter les réalités locales qui sont souvent méconnues.

3.1. Les constantes géopolitiques

Les périphéries constituent des territoires importants par rapport à des espaces centraux ; on peut y développer des bases militaires, de renseignement, et y suivre l'évolution des États voisins. Le Caucase, qui relève du commandement européen, est avant tout une périphérie russe. La Russie y exerce en effet une influence majeure depuis le XIX^{ème} siècle. Le Caucase Nord constitué de plusieurs républiques relève de la fédération de Russie d'ailleurs, cette dernière est une puissance caucasienne. Elle joue un rôle médiateur dans les conflits de la région pendant un certain temps et y présente selon elle des intérêts particuliers comme dans toutes les autres zones post-soviétiques. Cela se traduit par la formation d'organisations régionales comme l'Union Économique Eurasiatique (UEE), créée en 2015 et issue d'une union douanière entre la Fédération de Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, puis le Kirghizistan et l'Arménie également.

Mais c'est aussi une périphérie de l'Union Européenne (l'UE) qui représente pour elle un intérêt croissant. Les élargissements de 2007 de l'UE intégrant la Roumanie et la Bulgarie les ont en effet rapprochées. L'UE a soutenu les efforts économiques et politiques des trois États caucasiens quand ils ont obtenu leur indépendance de l'URSS dans les années 1990. L'Europe a notamment favorisé et financé le développement du privé, l'effort agricole, et la réforme du système social. Des infrastructures de transports sont prévues à travers le programme TRACECA destiné au développement d'un « corridor de transport » entre Europe, Caucase et Asie Centrale qui est lancé dès les années 1980. Il est question pour l'UE de diversifier ses approvisionnements. Dans son *Livre Vert de la Commission Européenne* de 2000, l'UE énonce déjà que les ressources de la Mer Caspienne peuvent l'aider dans cet objectif. Un poste de « représentant de l'UE pour le Caucase » est créé en 2003 dans le but de faciliter la visibilité de l'UE dans la région. La même année, elle adopte une Stratégie de Sécurité Européenne. Il y est dit que les États membres doivent « désormais porter un intérêt plus grand et plus actif aux problèmes du Caucase » qui sera bientôt une région voisine. Le texte souligne l'importance de la stabilité des frontières européennes, alors-même que le Caucase est caractérisé par des conflits violents ou gelés.

Ensuite, c'est une périphérie de l'OTAN. Un "Partenariat pour la Paix de l'Otan" (PPP) a été lancé en 1994, il s'adresse aux anciens membres du Pacte de Varsovie pour favoriser la coopération dans la région. Fondé sur un attachement aux principes démocratiques, le PPP vise à renforcer la stabilité, à réduire les menaces pesant sur la paix, et à consolider les relations de sécurité qui unissent les Alliés et les pays de la zone euro-atlantique qui ne sont pas membres de l'OTAN. Le PPP permet aux pays participants d'établir une relation individuelle avec l'OTAN, en fixant leurs propres priorités en matière de coopération et en définissant les progrès qu'ils souhaitent accomplir, et à quel rythme. Le Caucase a ainsi participé aux opérations de stabilisation du Kosovo (La force pour le Kosovo appelé aussi KFOR) et d'Afghanistan. La KFOR fut déployée à partir du 12 juin 1999 à l'issue du cessez-le-feu accepté par Belgrade le 9 juin 1999 et qui mettait fin à la guerre du Kosovo. Elle était fondée sur la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, prise le 10 juin 1999, Conseil qui n'avait pourtant pas autorisé les frappes de l'OTAN mais s'engagea à participer aux opérations de rétablissement de la paix.

C'est une périphérie de l'espace eurasiatique. Il y a un Bureau des Affaires Européennes et Eurasiennes et les Etats-Unis s'intéressent beaucoup à la zone dans cette perspective. Les groupes pétroliers Exxon et Chevron y sont présents. Le Caucase a aussi constitué un territoire aérien de passage en 2001 en direction de l'Afghanistan dans la lutte contre le terrorisme. Les Etats-Unis sont toujours présents au Moyen Orient et sont préoccupés du devenir politique de la région. Ils s'intéressent notamment aux pourtours de l'Iran, sachant que l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont ses voisins.

De plus, c'est une périphérie du nouveau Moyen Orient énergétique. L'Azerbaïdjan détient des ressources peu quantitatives mais néanmoins significatives, qui pourraient servir dans la diversification des approvisionnements.

Le Caucase est enfin une périphérie de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), créée en juin 2011 avec une vocation régionale. Elle est issue d'un forum de coopération lui-même créé en 1996 rassemblant la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. En 2001 le forum s'institutionnalise donc et s'ouvre à l'Inde et au Pakistan. On reste loin du Caucase en termes géographiques, mais ce forum avait été créé dans un souci de stabilité frontalière et cette mission a été élargie thématiquement et géographiquement. La Mongolie, l'Afghanistan, l'Iran et la Biélorussie sont devenus des États observateurs et l'Arménie et l'Azerbaïdjan des partenaires au dialogue en 2016.

3.2. L'enclavement de la région : contraintes et dynamiques

La Géorgie est la plus proche de la Mer Noire est en cela la plus avantagée. La Mer Noire a favorisé le développement d'un cadre de coopération et la création d'une Organisation de Coopération Économique de la Mer Noire en juin 1992. Les trois États du Caucase y sont intégrés ainsi que la Roumanie, la Russie, la Turquie, l'Ukraine, la Moldavie et la Grèce. Son siège est à Istanbul. Au niveau de l'UE il y a aussi un programme spécifique de coopération autour de la Mer Noire créé en février 2008 : "Synergie autour de la Mer Noire".

La Géorgie n'est donc pas enclavée, mais la Mer Caspienne est une mer fermée qui ne donne pas sur un océan et est source de tensions.

Lorsque les États issus de l'URSS ont accédé à l'indépendance, il y a eu un contentieux quant au statut juridique de la mer Caspienne. Jusqu'en 1991 elle n'avait que deux États riverains : l'Iran et l'URSS de part et d'autre avec un accord de coopération signé en 1981 formalisant une exploitation commune de la mer entre les deux parties. Or les nouveaux États ont souhaité considérer ce plan d'eau, non comme un lac avec une gestion commune, mais comme une mer ce qui implique une législation que l'on connaît avec des droits exclusifs à chaque État riverain. Jusqu'à aujourd'hui la mer Caspienne a donc fait l'objet d'un contentieux constant sur l'exploitation d'un certain nombre de gisements. Il est en cours de règlement avec un accord signé en août 2018 entre les États riverains qui pose le principe d'une délimitation des frontières pour une exploitation du sous-sol. Cependant, le principe n'est pas encore validé. Au niveau de la liberté de navigation, il est mis en place un protocole de coopération qui consacre une certaine victoire diplomatique de la Russie sur place puisqu'elle pourra continuer à y faire évoluer ses propres puissances navales.

L'Arménie est en revanche belle et bien enclavée, géographiquement comme économiquement. Depuis 1989, l'Azerbaïdjan, rejointe en 1993 par la Turquie, imposent un blocus à l'Arménie. Cela aggrave sa situation et la pousse à développer un axe d'échange Nord-Sud avec la Géorgie et la Russie au Nord et l'Iran au Sud.

L'Azerbaïdjan a permis de se désenclaver, grâce à un rapport d'échange Est-Ouest tandis que l'Arménie reste coincée dans un rapport Nord / Sud avec la Russie. Depuis 2006, il y a un oléoduc traçant un axe Est / Ouest reliant Azerbaïdjan et Turquie. De même, un gazoduc a été construit et contourne l'Arménie en conflit avec l'Azerbaïdjan, et qui passe par un nouveau partenaire, la Géorgie. Tandis que l'Arménie reste coincée dans un rapport Nord / Sud avec la Russie.

3.3. Le rapport des territoires aux identités : les zones de conflit

Le Caucase est avant tout constitué de deux chaînes de montagnes : le Grand Caucase au Nord, de la Mer Noire à la Mer Caspienne, et le Petit Caucase qui traverse

la Géorgie, l'Arménie et l'Iran. Son altitude moyenne est supérieure à 2 000 mètres et ses monts les plus élevés dépassent les 5 600 mètres. Ce relief relativement élevé aggrave encore l'enclavement de la région et explique le peuplement de la zone : face aux invasions, c'est une zone de refuge d'une grande diversité ethnolinguistique.

Il s'y trouve une quarantaine de groupes ethnolinguistiques avec des groupes dominants au sein des États. Lorsqu'ils accèdent à l'indépendance, les États du Caucase vont faire face à des revendications de leurs communautés. En 1989, La République Arménienne est présentée comme l'État le plus homogène de la zone avec les arméniens, peuple indo-européen chrétien qui composent 93% de la population avec quelques minorités russes et kurdes. L'Azerbaïdjan relève pour sa part de famille ethnolinguistiques altaïque, avec une population musulmane chiite. Les azéris représentent 82% de la population nationale. Il y a aussi une minorité arménienne (5%) géographiquement concentrée aux frontières intérieures de l'Ouest du pays. Cette petite minorité bénéficie de plus d'un statut administratif d'autonomie depuis l'époque soviétique et forme donc une petite République. Elle bénéficie également du soutien d'un État-tiers, l'Arménie. Ce qui a mis le feu aux poudres avec cette minorité a été la réponse de l'autorité dominante (réprimer/céder/négocier révèle l'état du rapport de force). Enfin, la Géorgie est l'État le plus ethniquement divers. Elle a un peuple caucasien à 79% avec deux minorités principales : les ossètes et les abkhazes qui disposent respectivement elles aussi d'un statut d'autonomie.

La présence de minorités autonomes d'un point de vue administratif implique la présence d'une élite politique locale et d'une politique culturelle spécifique, qui vont permettre la formation de ces revendications et des mesures sécuritaires. Certains auteurs vont donc dire que l'existence de ces régions administratives ont été un facteur aggravant de situations contestataires. Les mouvements de contestation des minorités apparaissent dès la fin des années 1980 c'est-à-dire dès la libéralisation du régime à l'initiative de Gorbatchev. Elles contestent les frontières internes et externes des trois Républiques dessinées par Staline en tant que commissaire aux nationalités et se sentent profondément discriminées dans cette période de construction étatique et de résurgence des nationalismes dominants : géorgien, azéri et arménien. Les minorités vont revendiquer en 1992 leur indépendance vis-à-vis de leur État respectif. Les pouvoirs centraux locaux ripostent et les conflits prennent une dimension armée entre

1991 et 1994 dans trois régions principales : en Ossétie du Sud, en Abkhazie, et en Haut-Karabagh.

Les accords de cessez-le-feu consacrent la victoire militaire des trois minorités en dépit des rapports de forces, pour trois raisons principales : leur capacité au combat, la faiblesse de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie qui sont des pays jeunes, faibles et déchirés intérieurement, et pour finir le soutien des États-tiers. L'Arménie apporte son soutien à la minorité arménienne d'Azerbaïdjan. Du côté de l'Ossétie, de l'Abkhazie et du Haut-Karabagh, on assiste au soutien des forces militaires russes (pas la Russie) avec le questionnement quant à savoir si ce soutien était coordonné par le pouvoir politique en place ou pas.

Les conflits font rage entre 1992 et 1994 puis les activités militaires sont suspendues. Néanmoins, un accord sur le statut politique de ces territoires manque encore et sont donc créés trois cadres de négociations pour réguler ces conflits :

Pour l'Azerbaïdjan et l'Arménie, c'est l'Organisation pour la Sécurité et le Coopération en Europe (OSCE) qui va offrir un cadre de négociation en créant en 1992 le *Groupe de Minsk* composé d'une dizaine d'États pour offrir une médiation aux partis. Il existe toujours et est co-présidé par la Russie, les États-Unis et la France.

Pour l'Abkhazie ce sont les Nations Unies.

En Ossétie ce sont des négociations trilatérales avec la Géorgie, l'Ossétie et l'Arménie. Sur le terrain, les forces de sécurité arméniennes assurent l'équilibre avec les forces de sécurité azerbaïdjanaise, il n'y a pas de troupes de maintien de la paix. En Abkhazie et en Ossétie vont être déployées des forces de sécurité russes, en Ossétie dans un cadre dit « tripartite » (Russie, Ossétie et Géorgie) et en Abkhazie avec les forces de la Communauté des États Indépendants issus de l'URSS.

La Turquie condamne en 1993 le soutien militaire de l'Arménie à l'Azerbaïdjan. Ce soutien est caractérisé par la Turquie comme dépassant la reconquête de la région administrative et s'étant étendu à des champs extérieurs pour « sécuriser » la zone. C'est pourquoi en 1993 à l'initiative de la Turquie se construit un blocus de l'Arménie. On peut également se demander si la religion est un instrument politique dans la région. La Turquie musulmane devrait apporter *a priori* son soutien à l'Azerbaïdjan. La solidarité religieuse a probablement joué, mais l'Azerbaïdjan est chiite, pas comme la Turquie. L'Iran, État voisin, est également chiite, cependant il n'a pas apporté son soutien à l'Azerbaïdjan ; il s'est abstenu d'intervenir dans cette affaire, en particulier

pour des raisons stratégiques car en Iran il y a des préoccupations quant à l'idée d'un Azerbaïdjan fort. Il y a ainsi une forte minorité azerbaïdjanaise au nord de l'Iran, susceptible de demander un rattachement à L'Azerbaïdjan s'il devient fort et stable. Il n'y a donc pas de logique identitaire ou civilisationnelle comme on aurait pu le supposer. De même, la Russie aurait dû apporter son soutien à la Géorgie orthodoxe ; or, elle ne l'a pas fait. Toutefois, la religion a été un facteur de mobilisations de la population en interne. En effet, des autorités religieuses sont venues bénir les soldats avant les combats.

3.4. Le rapport des territoires aux ressources : les stratégies d'influence

L'Azerbaïdjan ne contrôle que 0,5% des réserves mondiales de pétrole, et 0,7% des réserves mondiales de gaz. C'est marginal, mais l'Azerbaïdjan est parvenu à déployer une politique de diversification de ses relations extérieures (par rapport à la Russie). Gaz et pétrole sont des ressources qui ont permis au pays de gagner en visibilité et en prestige sur la scène internationale. Avec une ouverture du marché gazier et pétrolier national aux grands groupes pétroliers, BP devient actionnaire majoritaire, et il y a aussi Chevron, Exxon, Itochu, Turkish Petroleum, ect. Pour le gaz, la diversification est moins importante. Il y a peu d'opérateurs américains par exemple, car les iraniens sont actionnaires d'un consortium d'exploitation. Ainsi, plus de 60% des exportations azerbaïdjanaises sont destinées au continent européen.

IV - Les changements internationaux dans la région du Caucase

Les conflits du Haut Karabagh et de l'Ossétie du Sud ont fait l'objet d'un cessez-le-feu en 1992, mais on en parle aujourd'hui comme des "conflits gelés". A partir des années 2000, les deux pays s'engagent dans un effort militaire qui exprime une remilitarisation de la zone. Le budget le plus important en Azerbaïdjan (3 milliards de \$) est consacré à la défense. Cela lui a permis d'acquérir du nouveau matériel militaire. De même pour la Géorgie : en 2008, son budget de défense augmente de manière conséquente. Quatre éléments peuvent expliquer la reprise des opérations militaires :

Cette remilitarisation peut se comprendre comme une volonté d'engager un nouveau conflit, mais également comme une force de dissuasion envers l'adversaire, pour ne pas qu'il engage une offensive. En Géorgie et en Azerbaïdjan les présidents sont confrontés à des contestations internes. La militarisation peut ainsi faire diversion face aux contestations. Ensuite, on se trouve dans un contexte d'enlisement des négociations, exprimant la lassitude du pouvoir défait qui a perdu sa souveraineté territoriale, et qui souhaite la rétablir. Pour finir, bien qu'ayant engagé de nombreuses négociations avec des multiples partenaires, les deux États ressentent une certaine indifférence de la part de la communauté internationale, quant à la permanence du conflit. Tout ceci peut ainsi expliquer la reprise des opérations militaires.

4.1. La guerre russo-géorgienne des cinq jours (8-12 août 2008)

Dans la nuit du 7 au 8 août le président géorgien ordonne la mobilisation des forces et la pénétration de celles-ci en Ossétie, pour "*répondre à la menace russe*". La Russie aurait ainsi largement augmenté ses troupes en Ossétie. Il y a donc une accusation d'invasion de la Russie en Géorgie, qui a justifié cet ordre de mobilisation auquel la Russie va répondre en accroissant son soutien au profit des forces ossètes, en obtenant l'expulsion des forces géorgiennes du territoire ossète, ainsi qu'en reconnaissant officiellement l'indépendance de l'Ossétie et de l'Abkhazie. L'opération se solde donc par un échec de la part des forces géorgiennes, qui vont disposer de la médiation de l'UE. Le 12 août est obtenu la signature d'un accord de cessez-le-feu entre la Russie et la Géorgie. L'UE va dans le même temps décider du déploiement d'une mission civile d'observation du respect des accords de cessez-le-feu (c'est l'*European Union Monitoring Mission*). L'UE franchit ainsi une nouvelle étape en traitant des questions économiques, politiques mais également sécuritaires.

Les Géorgiens ont accusé la Russie de vouloir accroître sa présence militaire en Ossétie, et la Russie a accusé la Géorgie d'avoir voulu rétablir son intégrité territoriale par la force, et en violant les accords de cessez-le-feu signés en 1992. L'UE a donc déployé une mission d'enquête sur le terrain ; elle en a conclu que c'était certes une initiative géorgienne mais la réponse russe était disproportionnée. La Géorgie a voulu

pousser l'Occident à faire pression sur la Russie pour que celle-ci cesse de mettre en oeuvre une politique post-impériale dans la région.

Ce qui était considéré dans les années 1990 comme un conflit interne à la Géorgie, lié à la création d'un État géorgien et à une difficile démocratisation de l'État géorgien, devient manifestement un conflit international, interétatique, opposant directement la Géorgie à la Russie. La Géorgie qualifie encore aujourd'hui la Russie d'une "*force d'occupation*". La Géorgie est parvenue à discréditer la Russie en tant que médiateur du conflit.

Le changement n'est toutefois que partiel ; la Géorgie est parvenue à susciter l'attention de l'UE sans pour autant avancer dans son intégration dans l'organisation.

Côté russe, un changement apparaît : c'est la réponse militaire disproportionnée. La Russie n'a pas remis en cause le pouvoir géorgien mais l'a considérablement affaibli. À travers cette crise la Russie exprime son intérêt continu pour les républiques post-soviétiques, en signalant sa capacité et sa volonté de recourir à la force armée pour préserver sa zone d'influence. Cela a été suivi de très près par les autorités ukrainiennes comme un signal à l'ensemble des républiques post-soviétiques. Enfin c'est également un message indirect de la Russie à l'Occident, lui faisant savoir que la Russie souhaite réagir à tout élargissement de zone d'influence. Il s'agit aussi du retour de la puissance russe sur la scène internationale. Cette puissance est énergétique mais également disposée à recourir à la force armée pour imposer sa vision de l'ordre international. La Russie est devenue aujourd'hui une puissance à la fois économique, énergétique, et militaire.

Côté arménien les événements sont plus récents : il s'agit de la guerre des 4 jours.

4.2. La guerre arméno-azerbaïdjanaise des quatre jours (2 au 5 avril 2016)

En Arménie, on reprend les opérations militaires dans un contexte d'échec de médiation et de montée en puissance de l'Azerbaïdjan en termes économiques et militaires. Il y a également une indifférence de la part de la communauté internationale, le Moyen Orient suscitant un intérêt majeur. Mais ce qui importe est surtout le contexte interne : l'Azerbaïdjan dispose d'une force supérieure par rapport à l'Arménie, tant en termes économiques de part ses revenus pétroliers, que militaires, et démographiques

(la population de l'Arménie décline, la population de l'Azerbaïdjan augmente). Cette consolidation de la position de l'Azerbaïdjan a constitué un contexte favorable voire une opportunité, dont il aurait été question de se saisir pour renverser les équilibres militaires sur le terrain, défavorables à l'Azerbaïdjan dans les années 1990, et qui peuvent jouer en sa faveur dans les années 2010. D'autant plus que l'Azerbaïdjan a pu obtenir de nouveaux équipements militaires, notamment de la part de la Turquie et d'Israël, partenaires traditionnels, et également de la part de la Russie, qui ainsi laisse entendre qu'elle n'est pas défavorable à une évolution des équilibres sur le terrain. Le 2 avril il y a deux fronts : l'un au Nord, c'est le front de pénétration ; et l'autre au Sud. C'est cette fois-ci la médiation de la Russie qui a mis un terme au conflit, en mettant en place un accord de cessez-le-feu.

4.3. Les transitions politiques

Les transitions politiques sont le signal d'une tentative de changement.

Il ne s'agit pas de transition politique en Azerbaïdjan, où le clan Aliev est au pouvoir. Au-delà de la filiation des mêmes ancêtres, la logique clanique se double d'un ancrage régional. Aliev père, ancien président de parti communiste parvient à stabiliser la région et les opérations militaires en étant l'artisan d'un accord de cessez-le-feu en 1994, en échange d'une intégration de l'Azerbaïdjan au sein de la CEI. Il met en place un régime relativement autoritaire, auquel succède son fils. Aliev fils vient de remplir son troisième mandat. On a affaire ici à une succession dynastique, qui ne se prête pas à des transitions. C'est un régime d'État de rente; le fils dirige la Socar, compagnie pétrolière azerbaïdjanaise, ce qui ne favorise pas les transitions non plus.

En novembre 2018, une femme arrive à la présidence de la Géorgie : Salomé Zourabichvili, une diplomate française née à Paris de parents ayant fui la révolution communiste de Géorgie. Elle y a grandi et a été nommée en 2003 ambassadrice de France en Géorgie. Lorsque la « Révolution des roses » a eu lieu dans la même année, le candidat pro-européen et pro-américain Michail Saakachvili devient président et fait appel aux élites géorgiennes les plus occidentalisées dont Zourabichvili pour gérer le pays. Elle va par la suite rentrer dans l'opposition et vient incarner la volonté constante du pays de se rapprocher de l'ère euro-atlantiste. La révolution des roses en Géorgie

débouche sur l'arrivée au pouvoir de Saakachvili en 2008. La transition exprime un ancrage de la Géorgie dans l'espace euro-atlantique et c'est un volet géopolitique très important.

En Arménie la transition s'est faite plus tardivement : c'est la révolution de velours en avril 2018, déclenchée par des considérations d'ordre interne. Ici il n'y a pas de dimension anti-russe. La révolution de velours est déclenchée par la nomination de Sargsian en 2008, qui favorise une transition constitutionnelle pour passer d'un régime présidentiel à un régime parlementaire en 2015. Et en 2018, pour se maintenir au pouvoir, Sargsian obtient sa nomination par le Parlement. C'est cette captation continue du pouvoir qui provoque une contestation en interne, et qui favorise l'entrée au pouvoir de Pachinian; sans pour autant remettre en cause le partenariat avec la Russie.

4.4. L'insertion dans la mondialisation : Un rapprochement progressif avec l'ère euro-atlantiste

Le développement des accords de libre-échange est susceptible de permettre aux États du Caucase de se désenclaver et d'entrer dans la mondialisation, grâce à leur position entre l'Europe et l'Asie. La Géorgie joue un rôle moteur : c'est le premier état du Caucase à avoir signé un accord d'association et de libre-échange avec l'UE en 2014. L'Arménie a négocié le même type d'accord et a finalisé le texte, mais en septembre 2013, elle renonce à ce projet au profit d'une intégration au sein de l'Organisation Economique Eurasiatique, portée par la Russie. Malgré tout, l'Arménie signe avec l'UE en novembre 2017 un accord de partenariat global et renforcé, pour maintenir ses relations de coopération avec l'UE. L'Azerbaïdjan est toutefois toujours en négociations avec l'UE.

La Chine a commencé à s'intéresser au Caucase : elle a signé en mai 2017 un accord de libre-échange avec la Géorgie, et a engagé des accords de coopération avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan pour gérer un certain nombre de ports en mer Caspienne. Cette entrée dans la mondialisation nous invite à s'intéresser à la géopolitique interne des États. Il reste des États confrontés à un isolement, une mise à l'écart, et des zones de pauvreté susceptibles d'entraîner des rivalités internes aux États.

La Géorgie, à travers son président Mikail Saakachvili, est à l'époque favorable à l'intégration du pays dans l'UE et dans l'OTAN. En avril 2008, au sommet de l'OTAN, est affirmé *“l'Europe se félicite des aspirations euro-atlantiques de l'Ukraine et de la Géorgie qui souhaitent adhérer à l'alliance. Aujourd'hui nous avons décidé que ces pays deviendraient membres de l'OTAN”*.

Il y a une interprétation positive : c'est la promesse d'une perspective d'intégration à l'OTAN, et une interprétation négative : oui il y a une promesse d'intégration, mais sans calendrier, et sans véritable engagement concret.

Salomé Zourabichvili, ancienne diplomate française et élue présidente de la Géorgie en décembre, dévoile ses ambitions pour son pays et sa vision de l'Europe dans un article publié en février 2019 (Le Point.fr). Ses propos sont recueillis par Olivier Pérou, envoyé spécial à Tbilissi, la capitale.

« D'ici six ans, je veux réussir l'intégration véritable. Je veux que la Géorgie intègre l'Union européenne et l'OTAN. Mais ce n'est pas un choix qui appartient à la Géorgie. C'est à nous de montrer notre détermination infaillible pour cette intégration en créant les conditions nécessaires. L'Europe viendra à la Géorgie, j'en suis convaincue. C'est le sens de mon élection. J'ai été élue parce que je suis européenne. Tout le monde savait mon passé et mon ambition pour l'UE. »

« Nous sommes européens. C'est le sentiment profond de la population. Les fondements de l'identité géorgienne sont les mêmes que les fondements de bien des pays européens. Il y a un grand sentiment de proximité qui est même naturel. Par ailleurs, il n'y a pas d'autres perspectives pour la Géorgie, placée où elle est et entourée par ces grands pays. C'est une perspective de développement propre et de sécurité. Aucun de nos voisins n'offre ce genre d'alternatives. On les a tous connus dans l'histoire géorgienne et on sait donc ce que ces empires ont pu offrir à la Géorgie. D'ailleurs, les rois géorgiens ont longtemps cherché des appuis en Europe. L'Europe, c'est la voie que doit emprunter la Géorgie désormais. »

Lorsque le journaliste lui pose la question suivante : qu'est-ce que la Géorgie peut apporter à l'Europe ? Salomé Zourabichvili répond : *« Son grand esprit de tolérance. C'est une tradition que nous devons préserver »*.

L'Arménie exprime également sa volonté de se rapprocher de l'Europe depuis ces dernières années. En automne 2018, la rédaction de Politique Internationale réalise un entretien (n 161) avec Nikol Pachinian, premier ministre de la République d'Arménie. L'un des premiers défis que le nouveau gouvernement a relevé le 11 et 12 octobre 2018 est l'organisation du XVII^e Sommet de la Francophonie à Erevan.

Cet entretien réalisé en amont de cet évènement tente de cerner l'état d'esprit de Pachinian et les motivations qui l'ont poussé à prendre en charge ce sommet, ainsi que comment il l'appréhende.

« J'éprouve un sentiment de fierté pour notre pays qui, après avoir montré les vertus de sa « révolution de velours », trouve aujourd'hui une nouvelle consécration en accueillant cette grande conférence internationale. »

Pachinian explique qu'il y a un lien historique direct entre l'Arménie et la France :

« Les racines francophones de l'Arménie plongent, en effet, dans un passé très ancien : dès le XIII^e siècle, du fait des alliances entre les noblesses de nos deux pays, la langue française côtoyait la langue arménienne en tant que langue de communication du royaume arménien de Cilicie. Cette page de l'histoire est le reflet de l'ancienneté des relations qui unissent l'Arménie et la France. Ces relations, marquées au sceau de l'excellence, se sont nourries des liens intellectuels, culturels, artistiques et commerciaux qui se sont tissés à travers le temps. Elles reposent aujourd'hui sur une coopération bilatérale exemplaire qui n'a cessé de se renforcer depuis l'accession de l'Arménie à l'indépendance. Je voudrais souligner ici le rôle de la communauté arménienne installée en France, qui est parfaitement intégrée dans la société française et qui contribue grandement au rapprochement entre nos deux pays.

Il insiste sur le fait que les deux pays partagent des valeurs similaires :

« L'attachement à la culture et à la langue françaises, aux valeurs de paix, de démocratie, de respect des droits de l'homme et de diversité culturelle : tel est le socle sur lequel s'est fondée l'intégration de notre pays au sein de la Francophonie ».

Enfin, il vante les mérites de l'appartenance de l'Arménie à l'Organisation internationale de la Francophonie, qui lui a permis *« non seulement d'élargir le champ de sa coopération avec la France, mais aussi d'approfondir ses relations*

d'amitié déjà existantes avec certains États membres comme la Belgique, le Canada, l'Égypte, la Grèce, le Liban ou encore la Suisse. La Francophonie représente, pour l'Arménie, un vaste espace de coopération, de dialogue et d'échanges doté d'immenses potentialités. C'est un moyen, pour nous, de nouer des relations avec tous les pays membres ».

Pour ce qui concerne l'Azerbaïdjan, son intégration dans l'espace euro-atlantique ne semble pas être à l'ordre du jour. L'obstacle majeur à cela est que l'Azerbaïdjan n'est en aucun cas une république démocratique.

Le 11 avril 2018 Arthur Carpentier publie un article dans Le Monde juste après la réélection du président Ilham Aliev, au pouvoir depuis 2003 et qui a obtenu 86,1% des voix selon la Commission électorale centrale.

L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération Européenne (OSCE) contrôle les scrutins azerbaïdjanais depuis 1995. Les observateurs de l'OSCE ont ainsi pu assister à onze élections, et pas une ne s'est déroulée sans que des malversations soient dénoncées : intimidations et représailles, fonctionnaires forcés de prendre part aux rassemblements en faveur du président en fonction, ect.

Détenteur du pouvoir depuis quinze ans sans discontinuer, Ilham Aliev l'a hérité de son père, Heydar Aliev, ancien chef du KGB local, dirigeant du pays entre 1993 et 2003. La dynastie Aliev a su s'enraciner au sommet de l'appareil étatique en utilisant à plein les ressources procurées par un sous-sol riche en hydrocarbures et en jouant de la rivalité avec l'ennemi arménien, auquel l'oppose le conflit irrésolu du Haut-Karabakh. Recette de sa longévité selon le journaliste : *« un peu de caviar, beaucoup de pétrole et une importante dose d'autoritarisme. »*

M. Aliev s'est employé à tailler les institutions à sa mesure. En 2009, un référendum lui permet d'abolir la limite de deux mandats présidentiels et offre au chef de l'Etat, au premier ministre ainsi qu'aux députés une « immunité personnelle » : aucun de ces dirigeants ne peut être poursuivi pénalement, et il est interdit aux journalistes d'enquêter sur eux. Un nouveau référendum, en 2016, fait passer le mandat présidentiel de cinq à sept ans, et crée le poste de premier vice-président.

L'opposition, elle, ne dispose ni des moyens de s'organiser ni de ceux de se faire entendre. Les autorités ont facilement recours aux emprisonnements abusifs.

Soucieuses de ne pas avoir officiellement de « prisonniers politiques », elles ont pris l'habitude d'écrouer les opposants grâce à de prétendues infractions liées aux stupéfiants, à de la fraude ou à l'évasion fiscale.

Conclusion

Nous avons pu tout au long de ce mémoire dresser un panorama substantiel des caractéristiques des républiques post-soviétiques, en s'attardant principalement sur le Caucase et l'Asie Centrale. Ces régions forment une zone périphérique, enclavée de part et d'autre par deux géants : La Russie à l'est et l'Europe occidentale à l'ouest. Si lors des premières années de la Russie, la volonté de s'écarter du modèle soviétique conduit les dirigeants russes à un rapprochement avec l'Europe occidentale et les Etats-Unis, cela ne signifie pas que la Russie veuille se glisser dans le moule occidental que ce soit d'un point de vue culturel et politique. Au contraire, la Russie entend affirmer sa place sur la scène internationale en particulier dans ce qu'elle considère être sa zone d'influence. Ainsi de nombreux Etats ex-soviétiques sont tiraillés entre l'influence eurasiatique ou occidentale, c'est particulièrement le cas pour l'Ukraine. Les régions d'Asie Centrale et du Caucase sont de plus en plus convoitées par les puissances régionales mais aussi internationales. En effet les pays sont marqués par la pression américaine, la tentation de pénétration chinoise et la volonté Russe de se maintenir. Ces Etats ont d'autres points communs qui les rassemblent ; on peut rappeler la pression islamiste, la tentation d'utiliser la rente pétrolière comme source unique de revenu, ou encore les difficultés frontalières. Certains Etats du Caucase souhaitent ouvertement se rapprocher de l'ère euro-atlantiste, notamment afin de s'insérer dans la mondialisation. C'est le cas actuellement de de la Géorgie, qui veut pleinement intégrer l'OTAN et l'Union Européenne.

SOURCES

- Jean Radvanyi « Les États post-soviétiques », 2003, La Cliothèque : <https://clio-cr.clionautes.org/les-etats-post-sovietiques.html>
- Jean Radvanyi « 20 ans après l'URSS : Quelles relations entre la Russie et les anciennes républiques soviétiques ? » 2011 : <http://www.russieinfo.com/20-ans-apres-l%E2%80%99urss-queelles-relations-entre-la-russie-et-les-anciennes-republiques-sovietiques>
- Patrick Dombrowski, directeur du Centre européen de recherche sur l'Asie médiane : « Asie centrale. Les pays de l'Asie centrale ex-soviétique : calme apparent ou réel ? » Podcast du 5 mars 2013 : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/asie-centrale-les-pays-de-lasie-centrale-ex-sovietique-calme>
- Julien Thorez « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale : États, nations et régions en recomposition » Cybergeos : <https://journals.openedition.org/cybergeos/23707>
- Marlène LAMELLE, Sébastien PEYROUSSE « L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation – Une approche géoéconomique », le 21 août 2010 : <https://www.diploweb.com/L-Asie-centrale-a-l-aune-de-la.html>
- Christine Ockrent « Entre la Chine et la Russie : les enjeux de l'Asie Centrale », novembre 2016 : <https://www.franceculture.fr/emissions/affaires-etrangeres/entre-la-chine-et-la-russie-les-enjeux-de-lasie-centrale>
- Article publié en mai 2019 par Jérémie Gallon, enseignant des questions diplomatiques à Sciences Po Paris.

Julia Pasquier-Desvignes

- Cours sur le Caucase dans le cadre d'une introduction à la géopolitique, enseigné en deuxième année de Sciences Po Lyon.
- Cours sur la Russie dans le cadre d'un DE enseigné à Sciences Po Lyon.